

La République du Centre, 12 avril 2013

Les élus du territoire oscillent entre fatalisme et optimisme

Certains suivent le « désir de la commune de développer le territoire », d'autres sont plus réservés. Mais tous ont une conviction : le territoire est riche et doit être développé. **René-François Bretteville, maire de la commune de La Chapelle-aux-Liens.** « J'ai vu le dossier de très près, en coulisses et dans le silence. Et une certaine inquiétude. On s'en était très très bien rendu compte. Mais, je ne suis pas à la recherche de l'actuel. Mais, ce qui va se passer après, bien entendu, peut être dit, le m'angoisse pour l'avenir des familles. Et pour celui du site : s'il ferme, qui va prendre en charge la dépollution de la friche industrielle ? » **Jean-Marc Boute, adjoint au maire de La Chapelle-aux-Liens.** « Je suis intervenu à de très nombreuses reprises au cours des dernières semaines et jusqu'à la veille du jugement, auprès d'Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, M. BOUTE, de son directeur de cabinet et de son cabinet. Je voulais un engagement du Fonds stratégique d'investissement (FSI) régional. Malheureusement, ce n'a pas abouti. Dans l'immédiat, il faut lever deux contraintes : l'entreprene-

risque de ne plus pouvoir vendre les batteries qu'elle a en stock parce que des sociétés ont été posés par les banques et il faut aller à ce que l'entreprise ne soit pas défilée par l'impossibilité d'avoir de la main-d'œuvre. » **Suppléments possibles et espérances** **Laurent.** « Il y a possibilité de faire jusqu'en juillet, ce n'est que si l'on a de l'argent. Il y a deux reprises possibles, la deuxième sera le complément à donner sans ce qui continuera à couvrir jusqu'à la fin de l'année. Mais il faut être vite »

Patrick Chiffy, président de la Communauté de communes de la Vallée de la Loire (CCVL) et conseiller général. « Je suis sûr, je suis sûr beaucoup d'espérer dans cette entreprise locale. Je suis sûr, j'ai une grande confiance en la direction. Je pense au personnel, aux familles. Ce qui est regrettable, c'est que si la CCVL, si le conseil général n'est pas informé de la situation, alors que l'entreprise fait tout son possible pour préserver l'emploi. » **Stéphane Dubois, député de la deuxième circonscription.** « Je suis très très inquiet pour le territoire et les 120 personnes qui feront partie du plan de licenciement. Malheureusement, ce n'est pas ce que je veux. Je ne suis pas très optimiste, j'espère qu'il y aura un PSE. (Plan de sauvegarde de l'emploi, NDLR). Je regrette qu'il n'y ait pas eu assez d'argent la veille de l'annonce et l'outil de travail. D'autant que, dans l'immédiat, il n'y a pas beaucoup d'entreprises et nous sommes dans une conjoncture difficile. Ce qui est inquiétant aussi, c'est l'impact du plan sur le site. Ça fait une quarantaine d'années qu'on fabrique des batteries et... »